



## Ni indifférence, ni abandon pour les jeunes isolés

Chaque année, des milliers de jeunes étrangers arrivent en France sans famille, sans repères, souvent après un parcours d'exil traumatisant. La République leur doit protection, dignité et accompagnement. Pourtant, le système actuel expose les personnes migrantes à des ruptures de parcours, des délais interminables et parfois à la rue. Cette situation ne résulte pas nécessairement d'un manque de volonté des collectivités locales, mais d'un cadre national inadapté et d'un partage des compétences incomplet, sans des financements à la hauteur des enjeux.

Les départements, dont de nombreuses collectivités de gauche, assument depuis des années une part croissante, en Ille-et-Vilaine comme ailleurs ; l'Aide Sociale à l'Enfance prend en charge des centaines de jeunes mineurs non-accompagnés, engage des moyens considérables et ouvre de nouveaux sites d'accueil. Ces collectivités agissent, souvent en première ligne, parce qu'elles respectent notre pacte républicain ; protéger les enfants avant tout. Mais elles le font dans un contexte où l'État, compétent pour les jeunes reconnus majeurs ou en parcours migratoire, ne prend pas sa part à la hauteur des besoins. Les collectivités ne peuvent ni devenir le palliatif permanent de la politique migratoire nationale, ni porter seules un effort financier qui explose.

Ce que nous portons, c'est la volonté de créer un fonds national de solidarité "Protection des Jeunes Isolés", abondé par l'État, afin d'alléger la pression financière sur les départements et d'assurer une égalité réelle de prise en charge sur tout le territoire.

Enfin, nous portons également l'instauration d'un suivi national des parcours MNA, indépendant, public, et partagé entre départements, services de l'État et associations reconnues, pour construire une politique cohérente basée sur des faits, pas sur la polémique et l'instrumentalisation de la misère.

Protéger ces jeunes n'est pas un débat de posture, c'est une responsabilité républicaine. Nous, Jeunes Socialistes, affirmons notre soutien aux collectivités de gauche qui chaque jour agissent concrètement et appellent à ce que l'État assume pleinement son devoir. Aucun enfant ne doit être laissé de côté.